

La microfinance en Europe: rapport sur l'enquête de 2016-2017

Damla Diriker
Paolo Landoni
Nicola Benaglio

Note de synthèse

Cette huitième édition du Rapport sur la microfinance en Europe a été publiée par le Réseau Européen de la Microfinance (REM) et pour la deuxième fois elle est issue d'un travail conjoint entre le REM et le Microfinance Centre (MFC). Le présent rapport a été rédigé par des chercheurs des équipes d'innovation sociale (Social Innovation Teams, SIT) et l'École Polytechnique de l'Université de Turin, qui ont impliqué des institutions de microfinance dans 28 pays européens et des experts européens en matière de microcrédit. Au total, 156 institutions de microfinance (IMF) sondées sur 457

ont répondu à l'enquête, ce qui représente un taux de réponse général d'environ 34%. L'enquête porte sur la période 2016-2017 et donne un aperçu des principales caractéristiques des IMF, de leurs portefeuilles de microcrédits, de la performance sociale et financière, des enjeux et tendances qui se dégagent. La démarche choisie est de type mixte et repose sur des données quantitatives et qualitatives qui ont été collectées au moyen d'enquêtes en ligne et d'interviews d'experts.

Principales caractéristiques du secteur

Les fournisseurs de microcrédits européens proposent des activités de microfinancement sous différentes configurations institutionnelles. Les participants à l'enquête sont avant tout des organisations non-gouvernementales (ONG) (40%), des institutions financières non bancaires (IFNB) (29%) ainsi que des mutuelles de crédit/coopératives financières (19%). D'autres formes juridiques (par ex, des banques privées, publiques, des organismes étatiques) représentent la partie restante des répondants. 72% des IMF regroupant des ONG, des IFNB, des mutuelles de crédit/coopératives financières ou organismes étatiques sont réglementés.

Concernant la maturité des institutions, le secteur du

microfinancement en Europe est varié et encore relativement récent. La majorité des répondants (58%) ont lancé leurs activités après 2000. Cependant, un ralentissement de la croissance des nouvelles IMF a été enregistré, avec une diminution constante depuis 2005. Seules 5% des IMF sondées ont lancé des opérations de microfinancement après 2015.

Environ 50% des répondants ont pour mission principale l'octroi de microcrédits, qui représente plus de 75% de leur chiffre d'affaires total. La majorité des répondants (79%) ont moins de 50 salariés équivalent temps plein. En 2017, le nombre total des effectifs rémunérés a atteint 14 743 équivalent temps plein, dont une proportion considérable de femmes (59%).

Activités de microfinancement : produits et services

En ce qui concerne les produits financiers, la plupart des répondants fournissent des microcrédits aux entreprises (80%) ainsi que des prêts personnels (50%), des prêts destinés aux PME (37%) et des produits d'épargne (24%). 37% des répondants accompagnent les microcrédits et les financements destinés aux PME d'autres

produits de microfinancement tels que l'assurance, le crédit-bail ou les hypothèques.

Les modalités et les conditions d'octroi des prêts destinés aux entreprises et aux particuliers diffèrent grandement. Les microcrédits personnels ont une taille plus réduite (€ 3 098 contre €

¹ La liste de contacts a été compilée au fil de nombreuses années par le REM et reflète aussi bien l'affiliation au REM et au MFC que les listes d'IMF fournies par des réseaux nationaux ou des organisations compétentes installées dans les pays faisant l'objet de l'enquête. L'affiliation au REM et au MFC est également bien reflétée dans l'enquête, avec un taux de réponse de 80%.

8 913 pour les entreprises), une durée plus réduite (31 mois contre 45 mois pour les entreprises) et affichent des taux annuels effectifs globaux (TAEG) plus élevés (18% contre 11%).

En 2017, plus de la moitié des institutions interrogées (68%) ont

également proposé des produits et services non-financiers. Au total, 443 825 clients ont bénéficié de produits et services non-financiers, dont plus de la moitié n'étaient pas des emprunteurs actifs.

Activités de microfinancement : portée et performance sociale

Entre 2016 et 2017, le volume total et le nombre de microcrédits débloqués ont montré tous deux une tendance croissante. En 2017, le nombre total de microcrédits octroyés par les institutions sondées a été de 660 330 (+ 5% comparé à 2016), ce qui représente un volume total de € 2.1 milliards (+ 11%). Au total, 988 457 emprunteurs actifs (+ 8% comparé à 2016) ont bénéficié des services des répondants, et l'encours du portefeuille brut de microcrédits a atteint € 3.2 milliards (+ 16%).

L'encours du portefeuille est en majeure partie destiné à des microcrédits aux entreprises (54%), mais une progression des prêts personnels a également été enregistrée (43% du total en 2016, 46% en 2017). Les microcrédits personnels ont généralement augmenté plus rapidement que les microcrédits professionnels.

En 2017, le nombre total d'emprunteurs actifs qui ont bénéficié d'un microcrédit professionnel était de 406 715 (+ 5% comparé à 2016). Au cours de l'année, les IMF interviewées ont débloqué un total de 285 534 microcrédits professionnels (+ 15%), ce qui correspond à un volume total des prêts de € 1.1 milliard (+15%).

S'agissant des microcrédits personnels, 581 742 emprunteurs actifs (+ 10% comparé à 2016) ont bénéficié des services des IMF sondées et 374 796 microcrédits (-2%) ont été débloqués, ce qui représente un total de € 1 milliard (+8%).

La plupart des répondants ont pour mission principale l'inclusion financière (60%), suivie de la création d'emplois (14%) et de la croissance d'entreprises existantes (10%). Les femmes constituent le principal groupe cible des IMF interviewées, suivies des populations rurales, des demandeurs d'emplois, des personnes bénéficiant d'aides sociales et des jeunes. Les minorités ethniques, les migrants/réfugiés et les personnes ayant un handicap représentent le groupe d'emprunteurs le moins visé par les IMF. De plus, la majorité des répondants s'adressent à des entrepreneurs uniques et à des travailleurs indépendants, suivis des microentreprises avec 5 à 10 effectifs. La majorité des répondants soutiennent des entreprises existantes mais néanmoins récentes (jusqu'à 5 ans d'activités).

Activités de microfinancement : la performance financière

S'agissant de la qualité des portefeuilles, la proportion du portefeuille à risque (prêts non-remboursés depuis plus de 30 jours, PAR30) a diminué de 15.2% à 13.9% et le ratio de dotation aux provisions est passé de 6.4% à 5.9% entre 2016 et 2017. Le taux d'abandon de créances a été stable sur la même période : 4.7% en 2017 et 4.6% en 2016. Le coût d'octroi des prêts a diminué en

2017, avec un ratio des charges d'exploitation de 26% (comparé à 33.7% en 2016).

Dans l'ensemble, le ROE moyen a augmenté en passant de 2.7% à 4.9% et le ROA a également augmenté en passant de 1.8% à 2.5% en 2017. En 2017, seules 14 IMF sur 44 étaient autosuffisantes du point de vue opérationnel.



With contribution from



With financial support from the European Union



POLITECNICO DI TORINO